

LA JEUNESSE

Une cible pour
l'extrême droite

Dossier #17
Juillet 2026



Sommaire

Page 4 - **Qu'est-ce que l'extrême droite, le fascisme ?**

Page 6 - **Comment l'extrême droite s'y prend-elle pour séduire la jeunesse ?**

Par la réappropriation de symboles, par des discours anti-élites et antisystème, par «l'effet Bardella», par la culture et les fêtes, par l'utilisation des réseaux sociaux

Page 10 - **Masculinisme, haine des femmes et des personnes LGBTI+**

Les Actives clubs, focus sur le «looksmaxxing», les groupes féminins: Némésis/ Trad wife, les faux amis des personnes LGBTQIA+, les votes des élu-es d'extrême droite au Parlement européen et à l'Assemblée Nationale, une assignation de rôle au sein de la famille

Page 18 - **La vision dangereuse de l'extrême droite de la société et de la jeunesse**

Leur vision de l'école et des études, les études supérieures, certaines jeunesses sont une cible, les mesures répressives prônées par l'extrême droite, museler la parole des jeunes, leur programme ciblant les jeunes

Page 28 - **Les organisations étudiantes d'extrême droite**

Le Front national de la jeunesse, les identitaires, le GUD, la Cocarde, l'UNI

Page 34 - **Que faire concrètement ? Riposter, se syndiquer**

Réponses et ripostes

Page 36 - **Les organisations syndicales de jeunesses**

Union Pirate, Fédération Syndicale Étudiante, Solidaires Étudiant-es, Union Étudiante

Page 38 - **Qui sommes-nous ?**

Les partis politiques d'extrême droite sont indissociables de groupuscules violents tels que le GUD ou la Cocarde, qui recrutent en majorité des étudiant.es, et servent de viviers à ces partis. Un certain nombre de ces étudiant.es deviennent ensuite attaché.es parlementaires. Lors des dernières élections municipales, le renouvellement des cadres et la désignation de candidat.es RN de plus en plus jeunes, montrent combien la jeunesse est une cible pour élargir la base électorale de ce parti.



Communiqué des organisations syndicales CGT (FERC Sup), FSU (SNASUB, SNESUP, SNCS), SUD et Solidaires Étudiant-es de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)

Bourses municipales étudiantes à Pau : le RN vote contre !

À Pau, le 4 mai 2026

Lors du conseil municipal de Pau qui s'est tenu vendredi 24 avril 2026, une délibération relative à l'instauration d'un dispositif de bourses étudiantes a été soumise au vote. Cette aide municipale allant jusqu'à 100 € par mois vise à soutenir les étudiants palois à partir de la rentrée 2026 : <https://www.pau.fr/actualites/une-bourse-municipale-pour-soutenir-les-etudiants-palois>

Elle a été rejetée par les 4 élus du Rassemblement national (RN). Alors que la précarité frappe actuellement nombre d'étudiants de l'UPPA, contraints de sauter des repas ou de se tourner vers des associations caritatives, le RN a unanimement voté contre cette mesure en faveur du pouvoir d'achat des étudiants palois.

Ce faisant, le RN a une nouvelle fois montré son vrai visage anti-social. Ce vote confirme que l'extrême droite est l'ennemie des étudiants et des travailleurs.

L'extrême droite développe une véritable campagne de séduction à l'égard des jeunes en France. Le moteur de cette campagne est la montée en puissance de l'image du RN à travers Jordan Bardella qui se veut représentatif d'une jeunesse souriante, actif sur les réseaux sociaux, entouré de fans qui font des selfies,... bref un jeune cool qui parlerait le même langage qu'eux !

L'historien enseignant au collège de France Patrick Boucheron parle ici de « l'avènement d'un fascisme cool [...] avec un nouveau langage visuel et esthétique ».

Qu'est-ce que l'extrême droite, le fascisme ?

Le fascisme est un système politique autoritaire, nationaliste et totalitaire, né en Italie après la Première Guerre mondiale sous Benito Mussolini. **Il est caractérisé par un nationalisme exacerbé, un régime à parti unique et une opposition au libéralisme et à la démocratie.** Cela va de la haine de l'autre, de l'étranger, à l'obsession du complot, en passant par une relecture de la culture et du monde à ses propres fins.

Le racisme et la recherche de boucs émissaires sont structurels de la pensée fasciste qui prône la priorité nationale et l'exclusion, par l'instrumentalisation des peurs et des frustrations avec des discours identitaires et communautaristes.

Des sociologues utilisent pour désigner sa forme contemporaine le terme de «néofascisme» caractérisant une «obsession du déclin, une paranoïa civilisationnelle et raciale et une haine de l'égalité » débouchant sur un projet de « régénération nationale, raciale et/ou civilisationnelle par épuration ».

L'extrême droite en France est une galaxie hétéroclite et mouvante structurée autour de plusieurs pôles qui interagissent mais ne se recoupent pas toujours. Elle comprend des partis politiques, des figures médiatiques, des groupuscules identitaires, des catholiques intégristes, des influenceurs et influenceuses en ligne, mais également des magnats des médias, qui les financent largement.

En France, le Front National, aujourd'hui Rassemblement National, a été fondé en 1972, par le groupuscule Ordre Nouveau qui fût le principal mouvement néofasciste en France jusqu'en 1973, année de sa dissolution. Le FN/RN fait la synthèse des différents courants historiques de l'extrême droite française : royalistes de l'Action Française, catholiques intégristes, anciens collaborateurs du régime de Vichy, poujadistes, militants de l'Algérie française au sein de l'OAS (Organisation Armée Secrète), jeunes néofascistes d'Ordre Nouveau,...

Le FN/RN est le principal parti représentatif de l'extrême droite en France avec Reconquête et dorénavant l'Union des Droites pour la République (UDR).

L'extrême droite avance masquée. Ses idées circulent et se renforcent en adoptant une stratégie diffuse et un double discours qui lui permettent de se banaliser. Elle sait jouer plusieurs rôles à la fois : respectable et violente, traditionnelle et moderne. Depuis quelques années, elle se place de plus en plus sur le terrain culturel. Mais que cache cette vitrine?

Outre la volonté de « moderniser » l'image du RN, les jeunes candidat.es promu.es ces dernières années par le RN ont l'avantage de ne pas avoir eu le temps de collectionner les « casseroles » comme les plus âgé.es. Leur armée de conseiller-ères en communication leur a appris à maîtriser leur communication pour polir l'image du parti. A cet effet, ces très jeunes membres du RN usent massivement des réseaux sociaux, et leur maîtrise de ces supports leur permet d'éviter des erreurs, même si au fond, les fondamentaux xénophobes de l'extrême droite ne changent pas. Pour ces jeunes, l'engagement au Rassemblement National offre des perspectives de carrière politique bien plus rapides que dans les autres partis, tant le RN manque encore de cadres.

Comment l'extrême droite s'y prend-elle pour séduire la jeunesse ?

Par la réappropriation de symboles

L'extrême droite cherche à séduire les jeunes en réinvestissant des symboles ou des causes porteuses, comme la défense du patrimoine, l'écologie identitaire (qui lie protection de l'environnement et rejet de l'immigration), ou encore la lutte contre le « wokisme » à l'université.

Par des discours anti-élites et anti-système

En ciblant les jeunes précaires ou déçus par les partis traditionnels, l'extrême droite propose un discours anti-élites, anti-médias et anti-Europe, présentés comme responsables de la dégradation de la situation des jeunes en France.

Par « l'effet Bardella »

Jordan Bardella, veut donner de lui une image de jeune moderne, propre sur lui, dynamique, tout sourire. **Très présent sur les réseaux sociaux, il manie habilement sa communication, n'hésitant pas à se mettre en scène dans les gestes de la vie quotidienne, mangeant des bonbons..., pour créer un sentiment de proximité avec son électorat, en particulier les jeunes.**

Sur TikTok, il affiche désormais plus de 1,6 million d'abonnés et ses contenus ont touché 43 millions d'utilisateurs entre janvier 2024 et juin 2026.

J. Bardella n'hésite pas à tricher avec la réalité. Il aime à dire qu'il est un « enfant du peuple » issu d'un quartier populaire, élevé par une mère célibataire. La réalité c'est qu'il est le fils d'un patron de PME chez qui il passait tous les week-ends et mercredis dans un quartier particulièrement favorisé de Montmorency, ville bourgeoise du Val d'Oise.

Il a fait ses études secondaires au lycée privé Jean-Baptiste-de-La-Salle, à Saint-Denis. En 2024 sa fortune a été estimée à environ 1,7 million d'euros, et elle n'a cessé de croître depuis la parution de deux ouvrages édités et diffusés par le milliardaire réactionnaire Vincent Bolloré.

Après avoir figolé une image du jeune du peuple sans diplôme, sans le sou, parvenu au plus haut des responsabilités, voilà qu'il se dévoile avec sa "princesse" milliardaire. Après avoir fréquenté la fille de Frédéric Chatillon (GUD) et la nièce de Marine Le Pen, il a jeté son dévolu sur celle qui montre sa proximité avec le milieu fasciste de l'Italie de Méloni.

Par la culture et les fêtes

Banquets, fêtes traditionnelles (Les Grands Villageois à Fontainebleau. Le Canon français, Chantons, les Plus Belles Fêtes de France), gastronomie et "arts de vivre à la française", musique... l'extrême droite investit de plus en plus la sphère culturelle pour diffuser ses idées. **Plutôt que de proposer un programme électoral, il s'agit, selon le politiste Tristan Bourcier « d'investir des espaces en apparence non politiques – culturels, festifs, entrepreneuriaux, religieux ou patrimoniaux – pour embarquer les esprits et normaliser des opinions jusque-là impensables ».**

Mais sous le vernis convivial et « populaire », les vieux réflexes de l'extrême droite ne tardent pas à resurgir. La soirée du Canon français à Caen en 2026 a été émaillée d'incidents extrêmement graves : injures, saluts nazis, propos racistes. Ces banquets, financés par un autre milliardaire d'extrême droite, Pierre-Edouard Stérin, attirent principalement des hommes, qui ont les moyens de déboursier 80 € pour manger un kilo de nourriture. Ces soirées excluent de fait les plus pauvres et les personnes qui ne mangent pas de porc.

A propos des pratiques des élu.es d'extrême droite concernant la culture, la réalité est peu reluisante : baisse ou suppression pure et simple de subventions comme pour le festival Jazz à Vauvert ; Fermeture de lieux comme L'escapade à Hénin-Beaumont ; Volonté du RN de favoriser des projets culturels "plus populaires" en mettant en avant la figure de Brigitte Bardot par exemple, alors qu'elle a été condamnée à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale.

« Si les idées inégalitaires de l'extrême droite n'ont pas changé, l'ère des réseaux sociaux et l'agenda politique d'industriels réactionnaires leur confèrent aujourd'hui une normalité de bon aloi » analyse Tristan Boursier. « Ces rassemblements et discours véhiculent une vision éminemment politique de la société visant à maintenir des normes comme des évidences. Ils servent de couloirs de radicalisation à des participants qui n'ont pas toujours conscience de cette politisation », explique-t-il.

Par l'utilisation des réseaux sociaux

Les figures de l'extrême droite et les mouvements identitaires utilisent massivement les réseaux sociaux pour diffuser des messages courts, percutants et visuels, adaptés aux codes de communication des jeunes. Ils y dénoncent l'immigration, « l'islamisation » ou la « cancel culture », en utilisant des formats viraux (vidéos, memes, lives).

Le FN/RN a toujours été précurseur sur Internet. Sur Meta, on observe la même tendance en France où le Rassemblement National a un budget 98 % plus élevé que les autres partis politiques sur ce réseau. Entre avril 2019 et mai 2023 le groupe RN au Parlement européen a dépensé plus de 800 000 € en publicités sur Facebook. C'est davantage que n'importe quel autre groupe politique au sein de l'institution européenne, à l'exception du gouvernement français lui-même.

En plus des comptes officiels, de multiples influenceurs d'extrême droite, parfois très jeunes, partagent ces contenus à leur communauté en ligne.

Plusieurs chercheurs ont démontré que les algorithmes des réseaux sociaux ont tendance à mettre plus en avant les contenus d'extrême droite que ceux de gauche, parce qu'ils suscitent généralement davantage de controverses.

Les slogans conservateurs ou d'extrême droite sont en général plus provocateurs, ou en tout cas provoquent plus d'émotion, de colère dans les réactions sur les réseaux sociaux. Les algorithmes adorent ce genre de contenus qui suscitent de l'engagement et mettent donc en avant ce qui est « choquant » et fait réagir les internautes.

Le réseau social X est un rouage essentiel pour la fachosphère. Parce que le propriétaire du réseau, le milliardaire Elon Musk, affiche son soutien à la droite radicale. Mais aussi parce qu'il regorge de médias d'extrême droite.

L'utilisation de bots – des comptes automatisés qui se font passer pour de vrais utilisateurs – permet également d'amplifier artificiellement certains messages et de créer une illusion de soutien populaire.

C'est ainsi que par exemple le « lifestyle » se développe dans la jeunesse française comme l'illustrent actuellement la croissance du masculinisme et la valorisation de « la femme au foyer » au service de son mari et de ses enfants.

Masculinisme, haine des femmes et des personnes LGBTI+

Les influenceurs et influenceuses d'extrême droite déroulent des discours anti-féministes et masculinistes.

Pour la deuxième année consécutive, le Haut Conseil à l'égalité a constaté que de plus en plus de jeunes hommes, de 15 à 34 ans, adhèrent aux idées masculinistes selon lesquelles les femmes opprimeraient les hommes.

Reconquête, le parti d'Éric Zemmour créé en 2021, désigne les femmes et le féminisme comme l'ennemi. Réduites à la fonction reproductrice et au statut d'objets sexuels, elles seraient à l'origine d'un « affaiblissement » du pays. Le masculinisme qu'il promeut valorise les agressions sexuelles qui seraient le signe de qualités viriles.

A l'heure de l'explosion de la violence des jeunes en perte de vision de l'avenir et biberonnés aux réseaux sociaux, sculpter le corps masculin et surfer sur l'identité viriliste attire de plus en plus de jeunes en recherche d'identité.



L'extrême droite profite du manque de moyens dédiés à l'EVARS pour s'infiltrer dans nos lycées!

01 Novembre 2025

Les Actives clubs

Créé en 2022, le réseau transnational des Actives clubs exalte de vieilles valeurs du fascisme, et notamment le culte du corps, et espère ainsi attirer dans leurs filets de jeunes hommes déjà séduits par le masculinisme ou en manque de confiance en eux.

Ces derniers s'identifient ainsi à un groupe de pairs rassurant et fort désignant les femmes et/ou les étrangers comme responsables de leur mal-être. Ce réseau a été développé par deux néo-nazis et un complotiste qui ont bien compris qu'en fédérant les plus jeunes autour de la pratique de sports de combat, on pourrait les politiser et les rendre capables de déployer leurs idées concrètement sur le terrain.

Aujourd'hui, il existe plus d'une vingtaine de micro-groupuscules liés à la tendance Active Club en France, dont une douzaine comptent plusieurs dizaines de membres qui sont de toutes les opérations coups de poing à caractère raciste, telles que la descente punitive de Romans-sur-Isère en novembre 2023 ou les manifestations anti-immigrés à Saint-Brévin en avril de la même année.

Focus sur le « looksmaxxing »

Le looksmaxxing, qui signifie littéralement « maximisation de l'apparence », est un processus d'amélioration physique apparu sur les réseaux sociaux dans les années 2010. Développé par des influenceurs de la manosphère*, ce courant vise des jeunes hommes vulnérables, qui souhaitent se rendre plus séduisants auprès des femmes.

Le looksmaxxing est très diffusé dans les cercles « incels » (« célibataires involontaires »).

Les incels accusent les femmes d'être responsables de leur célibat et de leur solitude.

Ils estiment n'avoir aucune relation amoureuse ou sexuelle avec des femmes parce qu'ils ne rentrent pas dans les clichés du "mâle alpha", l'homme dominant et viriliste. Ils se classent eux-mêmes dans une hiérarchie incluant des éléments de leur apparence physique.

De plus en plus de jeunes adolescents suivent de courtes vidéos dans lesquelles on leur apprend à se cogner la mâchoire avec un marteau pour obtenir une mâchoire carrée, symbole pour eux de virilité ou à se briser les tibias pour gagner quelques centimètres. Ces conseils sont non seulement dangereux pour la santé, mais ils sont une porte d'entrée vers des communautés masculinistes potentiellement violentes.

*La manosphère est un ensemble de communautés en ligne masculinistes où des hommes se retrouvent entre eux pour parler de problèmes qu'ils considèrent comme « typiquement masculins », et pour revendiquer ouvertement certains stéréotypes de genre et une haine des femmes.

Les groupes féminins : Nemesis / Trad wife

Concernant les femmes, une génération de militantes plus jeunes est apparue, dont certaines se sont même emparées du combat féministe.

Depuis 2019, les jeunes femmes du collectif identitaire Némésis, qui se dit « féministe », militent contre le harcèlement sexuel... de la part des étrangers uniquement.

En France, les tradwives restent « un microphénomène », largement construit par les médias pendant le confinement. Les femmes concernées mettent en avant le choix d'une « slowlife » (vie lente, tranquille) où elles peuvent se consacrer à l'éducation de leurs enfants et à leur foyer dans un environnement sain – comprendre isolé en pleine nature – et quasi en autarcie.

Elles véhiculent « une féminité hétérosexuelle, blanche, très docile ». Le piège de ces discours est de capter ou de séduire les jeunes femmes aux convictions religieuses prégnantes et les adolescents ou jeunes femmes en mal de reconnaissance sociale qui trouveraient dans le statut de mère leur seule possibilité de trouver une place au sein de la société.

Le sexisme est un pilier de la vision de l'extrême droite. Celle-ci défend une société patriarcale où l'homme domine, la femme est soumise et la famille traditionnelle est valorisée.

Elle s'attaque régulièrement aux droits sexuels et reproductifs, comme l'avortement, la contraception ou l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Son discours masculiniste prétend défendre « la place » des hommes face à une soi-disant oppression féminine, caricature les luttes féministes et s'oppose frontalement aux personnes trans, considérées comme une menace à « l'ordre naturel ».

Le patriarcat est utilisé comme outil de contrôle pour discipliner les corps et maintenir les hiérarchies sociales : chacun.e doit rester à sa « place » pour que l'ordre établi soit préservé.

Le fémonationalisme, tel que Némésis l'incarne, instrumentalise certaines revendications féministes pour opposer « les vraies femmes du pays » aux étrangers, qui seraient responsables des violences sexistes et sexuelles, utilisant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles comme outil de stigmatisation.

Dans les deux cas, ces discours créent de faux alliés : ils donnent l'illusion de soutenir des luttes sociales tout en servant des objectifs d'exclusion et de hiérarchisation. Pas de féminisme chez les fachos!

L'ED: les faux amis des personnes LGBTQIA+

Certaines formations politiques d'extrême droite prétendent défendre les droits des personnes LGBTQIA+, mais de façon opportuniste. L'homo-nationalisme valorise certains droits des personnes homosexuelles uniquement pour renforcer l'identité nationale ou exclure d'autres groupes, comme les personnes perçues comme étrangères.

Ce n'est pas parce qu'on affiche son homosexualité comme certains députés du RN qu'on n'est pas homo-nationaliste. L'homonationalisme prétend que l'homophobie ne serait que le fait de personnes non occidentales.

Les votes des élu.es d'extrême droite au Parlement européen ou à l'Assemblée Nationale sur ces sujets sont éclairants :

Votes au Parlement européen :

- **2013:** Contre la dépénalisation de l'homosexualité, le PACS, le mariage pour tous.
- **2020:** Contre la résolution visant à réduire l'écart de salaires femmes hommes. Contre la résolution condamnant l'interdiction du droit à l'avortement en Pologne.
- **2021:** Abstention concernant l'interdiction des thérapies de conversion visant les personnes homosexuelles.
- **2023:** Contre la résolution pour la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence collective. Contre le rapport qui appelle à adopter une législation européenne sur les discours de haine et crimes contre les femmes, les personnes LGBTQIA+ et les personnes racisées.
- **2024:** Contre le rapport en faveur de l'égalité des personnes LGBTQIA+

Votes à l'Assemblée Nationale :

- **2023:** Contre l'égalité femmes hommes dans la Fonction Publique.
- **2024:** Présentation d'un projet de loi pour le durcissement de l'accès de soin des personnes LGBTQIA+
- **2025:** Contre l'évolution de la loi sur le viol avec introduction de la notion du consentement.

Une assignation de rôle au sein de la famille :

L'extrême droite valorise la figure de la femme comme « pilier de la famille fantasmée », en lieu et place des femmes et des familles réelles. **Elle défend de longue date la « préférence nationale » et la « préférence familiale ».** Dans ce cadre, les femmes françaises sont assignées à la fonction de reproduction « pour la nation », dans le but d'accroître la natalité. La « famille française » – le couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral et national.

Concernant les inégalités salariales : l'extrême droite substitue aux résultats de la recherche un discours péremptoire. La réalité des écarts de salaire selon le genre est contestée par l'extrême droite : « loufoque » pour Éric Zemmour, qui considère que les « femmes sont libres » de choisir des métiers mieux payés et que « beaucoup de femmes choisissent du temps partiel pour élever leurs enfants, donc pourquoi les en empêcher ».





Déclaration VISA 66

STOP AUX FACHOS ! SOUTIEN AU CENTRE LGBT+66

Nous condamnons avec la plus grande fermeté le vandalisme et les tags visant le local associatif du Centre LGBT+ 66. En effet, les militants de cette association d'entraide ont eu la mauvaise surprise de découvrir ce lundi 5 juin matin la devanture de leur local taggée et vandalisée. Des tags hostiles clamant « Pas de vos propa » (pour « propagande »), les mots « Gays », « Bi », et « Trans », ainsi que les tous les contacts (mail, site internet, téléphone) ont été soigneusement cachés à la peinture noire. Ce méfait est signé par la croix celtique, un des symboles des groupuscules fascistes.

Visa 66 dénonce la recrudescence des actes LGBTIphobes sur le territoire des Pyrénées-Orientales.

Le 17 mai dernier, Journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies, nos organisations syndicales étaient parties prenantes du rassemblement sur Perpignan. Nous tenons à rappeler que le monde du travail demeure un des lieux d'expression des discriminations et notamment des LGBTIphobies : injures, harcèlements, mépris, « outing » forcés, inégalités de traitement ou d'avancement de carrière, etc.

Visa 66 appelle aussi à participer à la Marche des fiertés le 1^{er} juillet à Perpignan.

Visa 66 et les organisations qui la composent seront toujours au côté des associations comme le Centre LGBT+ 66 qui luttent contre toutes les discriminations homophobes et pour une société solidaire.

Il est vraiment temps d'organiser une riposte unitaire de grande ampleur pour dénoncer les intimidations et démontrer qu'ils sont extrêmement minoritaires dans notre société.

VISA 66 : CGT, CNT, Confédération paysanne, FSU, MNL, Solidaires

20 juin 2023

La vision dangereuse de l'extrême droite de la société et de la jeunesse

L'extrême droite voue une haine farouche pour l'égalité rebaptisée « égalitarisme » – qui transpire dans l'ensemble de son programme. Elle lui oppose la méritocratie, l'ordre, la hiérarchie, l'obéissance et surtout « l'égalité des chances ».

Par le biais des écoles privées hors contrat, notamment financées par Pierre-Edouard Sterin, les idées d'extrême droite peuvent s'instiller au travers de l'éducation. La discipline et l'amour de la patrie sont des valeurs inculquées aux plus jeunes comme étant essentielles ; l'histoire est revisitée pour construire un « roman national ».

Vincent Bolloré possède lui-même un réseau médiatique réactionnaire qui promeut quotidiennement des idées xénophobes, sexistes, discriminantes contre les personnes LGBTQIA+, niant la crise environnementale et le dérèglement climatique.

Les médias sous la coupe de Bolloré font chaque jour la promotion de valeurs réactionnaires allant à l'encontre de l'émancipation de chacun·e et visant à mettre l'extrême droite au pouvoir.

C'est pourquoi les représentations de parents, les personnels de l'éducation nationale, et les syndicats se sont mobilisés pour alerter sur le fait que ce milliardaire possède désormais plus de la moitié de l'édition des livres scolaires, en particulier par le biais de la campagne « Éducation nationale contre Bolloré », qui appelle au boycott des manuels scolaires des maisons d'éditions détenues par le milliardaire.

L'extrême droite est opposée à l'éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) à l'école maternelle et à l'école élémentaire, et à l'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité (EVARS) au collège et au lycée.

L'EVAR-S est pourtant un outil voué à sensibiliser et à enseigner aux enfants les moyens de se protéger des atteintes à leur intégrité physique et à les dénoncer. **L'extrême droite propose exclusivement des lois répressives répondant à un acte intolérable déjà commis et non à les empêcher ou les prévenir.**

Leur vision de l'école et des études

Tout pour le privé !

Au travers de la Fondation Pour L'école, et Espérance Banlieues/Excellence ruralités, réseaux proches de la Manif Pour Tous, **l'extrême droite rêve de déréguler et dénationaliser le service public d'éducation.** Pour ce faire, elle veut instaurer une sélection à tous les étages : fin du collège unique et examen d'entrée au collège, retour au certificat d'études.

Il s'agit de faire un tri dès la fin de la 6ème, pour orienter de nombreux élèves vers l'apprentissage et le retour au Certificat d'études, et ensuite trier encore en établissant des filières par niveau. C'est une école de l'exclusion qui consacre les inégalités, les discriminations et la ségrégation.

Il n'y a aucune volonté à l'extrême droite de développer la qualité ni les moyens du service public d'éducation en dehors des élites. D'ailleurs, il s'agit plutôt « d'effacer toute la démocratisation » via la suppression des ZEP (Zones d'éducation prioritaire), la fin de la gratuité des transports et de la cantine pour les familles pauvres, et la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme.

Instaurer une méritocratie au service de l'élite, basée sur la préférence nationale

La méritocratie, hiérarchie en principe fondée sur le mérite, est un fondement de l'école républicaine version Troisième République, qui ne tient pas compte de l'origine sociale et culturelle des individus. C'est un système de pure compétition inéquitable pour une école élitiste car il ne prend pas en compte les inégalités de départ comme l'inégalité d'accès à la culture et aux sources des savoirs.

Sans le développement de politiques de justice sociale permettant de compenser en partie les inégalités de conditions sociales, il n'y a aucune égalité des chances. Ce n'est pas un problème pour Marine le Pen ni pour E. Zemmour, hostiles à ces politiques de lutte contre les inégalités de naissance.

Les études supérieures

Pour les élèves qui en ont les moyens financiers ! Les enfants de classes populaires, au travail !

En avril 2026, les 4 élu.es RN du conseil municipal de Pau ont voté contre un dispositif de bourses (allant jusqu'à 100 € par mois) proposé pour soutenir les étudiant.es de la commune. Alors que nombre d'entre elles et eux sont soumis à une grande précarité et doivent se tourner vers des associations caritatives, voire même sauter des repas !

Le 1er avril 2026, Marine Le Pen publie un tweet: "plutôt qu'un étudiant en sociologie pendant 5 ans, mieux vaut un apprenti dans une industrie." Elle propose de reverser les 15 000 € de financement universitaire de moitié à l'entreprise, et l'autre moitié à l'apprenti. Ce que révèle ce tweet, c'est une vision de l'extrême droite de ce que doit être un être humain formé par l'État : un outil de production immédiatement exploitable et rentable.

Un individu n'est un investissement « rentable » que s'il produit quelque chose de mesurable à court terme. Un sociologue, c'est un.e scientifique qui analyse, qui pose des questions sur l'ordre établi. Derrière l'apparente rationalité budgétaire d'un tweet se cache une question politique : qui a le droit de savoir ? Qui a le droit de comprendre comment fonctionne la société qui le gouverne ? Pour l'extrême droite, une société qui ne forme plus des citoyens capables de penser leur condition est une société plus facile à gouverner.

Intersyndical ESR Alsace : L'université de Strasbourg désinscrit 82 étudiants étrangers

26 avril 2026

Communiqué de l'intersyndicale

Le 2 avril 2026

L'année universitaire 2025/2026 tourne au cauchemar pour les étudiant-es extracommunautaires inscrit-es en master à l'Université de Strasbourg. Celles et ceux qui n'ont pas pu s'acquitter de droits d'inscription vertigineux (3941 euros) et dont les demandes d'exonération ont été refusées, ont fait l'objet de plusieurs vagues de désinscriptions en cours d'année universitaire.

La dernière en date est particulièrement inadmissible. Alors même que nous entrons dans le dernier tiers de l'année universitaire, un nombre significatif d'étudiant-es a reçu ce 31 mars un courrier administratif de la présidente de l'université daté du 19 mars, leur signifiant l'annulation de leur inscription. Ces étudiant-es ont été sélectionné-es pour la qualité de leur dossier, sont engagé-es depuis 7 mois dans la préparation d'un diplôme exigeant et poursuivent leurs études dans des conditions matérielles et psychologiques difficiles et parfois dramatiques. Ces décisions administratives sont d'une violence insupportable et s'apparentent à des exclusions. Elles ne font pas honneur à une université internationale fière de sa tradition d'accueil et de son humanisme.

Les organisations syndicales des personnels et des étudiant-es de l'Université de Strasbourg demandent instamment à la présidente Frédérique Berrod d'annuler toutes les décisions administratives de désinscription et de permettre à l'ensemble des étudiant-es extracommunautaires d'aller au terme de leur année universitaire et de conserver ainsi la possibilité de passer un diplôme pour lequel ils et elles ont fait des sacrifices considérables.

L'intersyndicale réitère toutes ses demandes et invite les personnels et étudiant-s à signer et faire signer massivement la pétition « Contre les droits d'inscription différenciés et pour une Université réellement ouverte » : <https://c.org/dB7M5xGzbK>

SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, Sud éducation Alsace, SES-CGT, SNTRS-CGT, FO ESR, FSE Strasbourg, Alternative Etudiante Strasbourg, Solidaires Etudiant-e-s Strasbourg

Communiqué de l'intersyndicale de l'Université de Strasbourg sur le vote de la hausse des frais d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-e-s extracommunautaires

En mai 2026 a été promulgué le "décret Baptiste" sur les droits d'inscription des étudiantes et étudiant·es extra-communautaires qui généralise les frais d'inscription différenciés contre l'avis de l'ensemble de la communauté universitaire et les organisations syndicales.

C'est un décret xénophobe et antisocial, directement issu du programme du RN et de la préférence nationale et qui constitue une première étape dans la généralisation de l'augmentation des frais d'inscription pour toutes et tous.

Certaines jeunesses sont une cible

L'extrême droite exploite les peurs et les frustrations sociales pour opposer les "nous" aux "autres". Elle crée ainsi un écran de fumée pour détourner la colère des véritables responsables des inégalités et ainsi affaiblir la solidarité collective. Pour cela, elle **pointe "une jeunesse" responsable du désordre !**

Certains médias n'hésitent pas à relayer ces discours et à stigmatiser une partie de la jeunesse. Nous l'avons encore vu récemment lors de la vague de chaleur du mois de mai 2026 pendant laquelle des jeunes sont allé·es se baigner dans la Seine, ce qui a déclenché des discours racistes et hostiles aux quartiers populaires. Tout en omettant de rappeler les conditions de vie de ces jeunes : bouilloire thermique, environnement bétonné et surchauffé.

Suite aux incidents survenus pendant la finale de la Ligue des champions PSG-Arsenal, on a pu entendre Jordan Bardella déclarer sur RMC lundi 1er juin 2026 : « Nous avons vu en plein Paris des scènes de quasi-guerre civile. » « Et je dis aux Français : réveillez-vous, parce que dans quelque temps, ils casseront la porte des immeubles et ils rentreront dans vos appartements », fustigeant « des comportements de prédateurs ».

Et que dire du projet de loi Ripost (pour « réponse immédiate aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens ») adopté au Sénat, bientôt examiné à l'Assemblée, **visant à étendre les pouvoirs des policières et policiers municipaux et à élargir le recours aux amendes, alors que les quartiers populaires sont déjà la cible de verbalisations abusives.**

Ces pratiques ont été dénoncées en avril 2025, par le Défenseur des droits, en particulier en région parisienne. Il avait été alerté par un rapport de deux chercheuses qui pointait que l'éviction des espaces publics visaient principalement des jeunes hommes précaires issus de l'immigration post-coloniale, présents dans l'espace public à proximité immédiate de leur domicile. Par un effet cumulatif, elles ont pour conséquences d'endetter d'avantage des familles déjà en situation de grande précarité. Enfin, le projet de loi Ripost entend renforcer la législation empêchant l'organisation de rave parties.

Les mesures pour la lutte contre les “violences” des mineur-es prônées par l'extrême droite

- **Rétablissement des internats éducatifs, stages encadrés par des militaires**, se lever quand un professeur entre en classe, l'apposition de mention sur le dossier pour Parcoursup des élèves dits “perturbateurs”, implantation de conseils de discipline appelés “commissions éducatives” dans le primaire ;
- **Orientation des élèves dits “perturbateurs” dans les filières professionnelles ;**
- **Placement pour certains en centre éducatif fermé, sans possibilité de retour dans le système scolaire “classique”.**

En juin 2024, le projet de loi du RN sur la "politique pénale" prévoyait :

- **des peines planchers pour les récidivistes:** instaurées en 2007 par Sarkozy, abrogées par Hollande en 2014, parce qu'inefficaces. Elles n'ont pas empêché la récidive, ont aggravé la surpopulation carcérale, facteur de désocialisation et ne se sont appliquées qu'aux petites infractions répétitives.
- **la suspension des allocations familiales pour les familles de mineur.es "délinquant.es" récidivistes coupables de défaillances:** une mesure qui punit des familles entières sans tenir compte des situations de précarité, de violence conjugale, de détresse psychologique ou de désarroi éducatif.
- **l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans,** alors que la levée de l'excuse de minorité est vivement dénoncée comme une politique qui vient bafouer l'un des principes fondamentaux de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.
- **l'institution d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre,** soit une impunité pour les violences policières en inversant la charge de la preuve, au mépris des victimes et de leurs familles.

En mai 2026, Laurent Jacobéli, député RN, revendique des peines pour les mineurs, même pour les moins de 13 ans. Il affirme une contre-vérité en associant mineurs isolés et délinquances alors que **de nombreuses études et rapports déconstruisent cette idée fausse.**

L'ED c'est aussi museler la parole dissidente des jeunes !

A peine élu, le nouveau maire RN de Carcassonne infiltre un groupe Instagram de lycéen.es et les menace pour les intimider et empêcher leur mobilisation. Ces lycéen.nes ont été à l'initiative d'un collectif de 700 personnes « Nous Carcassonne » (organisations de jeunesse, syndicats, associations) contre la politique du nouveau maire lors d'une manifestation en avril 2026.

A Liévin, le maire instaure en date du 5 mai 2026 un arrêté de couvre-feu pour les moins de 15 ans.

A Castres, le maire annule la représentation d'une pièce de théâtre populaire « Passeport » qui raconte les parcours d'exil, d'identité, d'intégration de personnes immigrées.

D'autres maires réduisent les subventions attribuées à certains club de football ou associations sportives et culturelles se revendiquant de l'éducation populaire parce qu'elles osent les critiquer.



A Carpentras, le maire supprime la subvention municipale de 3000 € au Planning Familial, association d'éducation populaire, qui est pourtant un lieu d'accueil, d'écoute, de conseil, d'accompagnement et d'orientation des jeunes.

Les mesures que l'extrême droite prendrait en cas d'accession à la présidentielle

Voici quelques exemples concrets de mesures et d'actions menées par l'extrême droite française auprès des jeunes, ainsi que des initiatives ou discours ciblant spécifiquement cette tranche de la population.

Mesures programmatiques ciblant les jeunes :

- **Priorité nationale dans les logements étudiants :** Le Rassemblement National (RN) propose d'exclure les étudiants étrangers des résidences universitaires publiques tant que toutes les demandes des étudiants français ne sont pas satisfaites. Cette mesure, explicitement mentionnée dans leurs programmes, vise à créer un clivage entre « nationaux » et « étrangers » et à séduire les jeunes en difficulté de logement.
- **Suppression des bourses pour les étudiants étrangers :** cette idée est dans la logique de réserver les aides aux "étudiants français".
- **Discours anti-immigration et sécurité :** Les partis d'extrême droite mettent en avant la lutte contre l'immigration et l'insécurité comme des priorités pour soi-disant « protéger » la jeunesse française. Par exemple, ils dénoncent la présence d'étudiants étrangers dans les universités ou les logements sociaux, et promettent de renforcer les contrôles et les expulsions.

Les organisations étudiantes d'extrême droite

Structures et mouvements de jeunesse

Le Front National de la Jeunesse (FNJ) : Historiquement, le FN a créé des structures dédiées aux jeunes, comme le FNJ, pour les former idéologiquement et les mobiliser autour de causes nationalistes. Ces organisations servent de viviers pour recruter et encadrer les jeunes militants, en leur offrant un sentiment d'appartenance et une formation politique.

Les Identitaires : Ce mouvement, bien que distinct des partis politiques, partage avec l'extrême droite un discours centré sur la défense de l'identité française et européenne. Il organise des actions spectaculaires (comme des occupations de mosquées ou des distributions de soupe « identitaire » réservées aux personnes qui mangent de la viande de porc) pour attirer l'attention des jeunes et médiatiser ses idées.

Le GUD : Le Groupe Union défense est créé en 1968 dans la fac parisienne de droit Assas. Ses militants sont appelés les Rats noirs et ils affichent comme emblème la croix celtique. C'est une organisation néofasciste de l'extrême droite groupusculaire radicale. Le GUD est souvent cité comme un exemple de radicalisation de la jeunesse autour de thèmes nationalistes et anti-système. Durant sa cinquantaine d'années d'existence, le groupe a toujours fait preuve de violences, contre des personnes racisées, et des militant.es de gauche et s'est fait une spécialité des « déblocages de facs ».

On retrouve d'anciennes figures du GUD dans l'entourage de Marine Le Pen, notamment Frédéric Chatillon et Axel Loustau. Ces deux intimes de Marine Le Pen sont des prestataires récurrents du RN.

L'extrême droite montpelliéraine menace et attaque un local syndical : nous ne céderons pas !

Après le succès de la manifestation du Samedi 22 mars où plus de 3000 manifestant-es étaient présentes à la mobilisation contre le fascisme et le racisme à Montpellier et qui s'est déroulée sans heurts, la porte du local syndical de Solidaires Étudiant-e-s à l'Université Paul Valéry a été retrouvée ouverte après avoir été forcée.

Le local a été saccagé et du matériel militant a été dérobé. Les intrus en ont profité pour consulter des informations personnelles et confidentielles sur des étudiant-es de l'université. Le local a déjà été cible de dégradation par la Cocarde étudiante ou du Bloc Montpelliérain. Ce même week-end avait lieu une conférence du Bloc Montpelliérain où des militants néo-nazis d'autres villes étaient présents. Dans ce contexte, nous croyons peu en une simple coïncidence.

Une semaine plus tôt, le vendredi 14 mars, un groupe d'étudiant-es, dont des militant-es de Solidaires Étudiant-e-s, ont été agressé-es par un militant d'extrême droite cagoulé nommé Axel, dans le restaurant universitaire de Boutonnet. Militant à la Cocarde Étudiante et au Bloc Montpelliérain, il avait déjà tenté, la veille de cette agression, d'intimider des étudiant-es mobilisé-es dans la manifestation contre les coupes budgétaires.

L'extrême droite révèle une nouvelle fois sa position anti sociale et pro-patronale en voulant faire taire les mouvements sociaux opposés aux politiques austéritaires dans les services publics et à la militarisation de la société et les voix progressistes qui s'opposent à leurs conceptions racistes, misogynes, anti-LGBT, réactionnaire...

Dans la continuité de l'attaque d'un militant du NPA à l'issue d'une manifestation contre l'extrême droite il y a un mois, ainsi que l'agression d'un militant syndical à la fête des fanfares en juin 2024, l'extrême droite s'attaque à nouveau à notre liberté d'expression, ici syndicale.

Le Bloc Montpelliérain, groupuscule fasciste existant depuis un an, est catalyseur et moteur des différentes agressions d'extrême droite qui sont perpétrées à Montpellier depuis plusieurs mois. Pour certaines d'entre elles, leurs militants ont dû passer devant la justice. Nous nous interrogeons cependant sur le silence de la Préfecture et de la Mairie face à ces violences répétées. Des plaintes seront déposées à différents niveaux institutionnels.

La lutte contre l'extrême droite et ses idées est l'affaire de tous-tes, partout tout le temps, sur nos universités, nos lieux de travail et dans la rue. Face à ce danger, dont les récentes agressions sont l'expression, nous ne faiblirons pas et ne reculerons pas d'un pas.

Riposte sociale, populaire et antifasciste.

Signataire: Solidaires étudiant-e-s Montpellier, Union Syndicale Solidaires 34, Fédération Solidaires étudiant-e-s, Union Syndicale Solidaires, RUSF 34, MRAP de Montpellier, PCF Montpellier, Sud Recherche Montpellier, NPA-l'Anticapitaliste Montpellier, Comité Universitaire de Soutien à la Palestine, FSE Montpellier, Gauche Écosocialiste 34, Collectif Montpellier contre l'extrême droite, LDH Montpellier, SNESUP-FSU de l'Université, CIMADE Montpellier, FSU 34, UCL Montpellier, Le Poing Levé, Révolution Permanente, SUD éducation 34, Ceini Hnye Kanaky, Parti de Gauche 34, Bdsfrance/Urgence Palestine-Montpellier, France insoumise de l'Hérault, Soulèvements de la Terre Montpellier, Le Massicot Montpellier, Jeune Garde Montpellier, Le Syndicat des Travailleurs et Travailleuses du Jeu Vidéo, NPA Révolutionnaires 34, DAL Montpellier, LJR, Res34, Collectif Migrant.es Bienvenue 34, F.I.R.E

Solidaires étudiant-e-s Montpellier

☎ 07.68.56.29.30

@ solidaires.etudiants.34@gmail.com

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

31 mars 2025

Ses membres s'entraînent au combat et tractent devant les facs.

En 2015, des cadres du GUD avaient torturé un ancien de leurs chefs. Et en 2022 c'est un rugbyman argentin, Federico Martín Aramburú, qui a été assassiné par deux membres du GUD.

Ils organisent chaque année le défilé du comité 9 mai, qui a rassemblé 2000 militants néofascistes en 2025 (dont des délégations européennes) et provoqué un tollé politique. Le GUD a été dissous en juin 2024.

La Cocarde : Née en 2015 à Assas d'une scission du syndicat étudiant de droite extrême l'Uni, la Cocarde étudiante s'est fait connaître assez rapidement, notamment par des faits de violences pendant le mouvement étudiant contre Parcoursup en 2018. Altercations, bagarres, implications dans des agressions... La Cocarde est depuis régulièrement citée dans des affaires similaires.

Cela ne l'empêche pas de devenir très rapidement le syndicat étudiant préféré du Rassemblement national, qui y puise régulièrement militants du RNJ, attaché.es parlementaires, et même un eurodéputé depuis l'élection de son ancien président Pierre-Romain Thionnet en juin 2024.

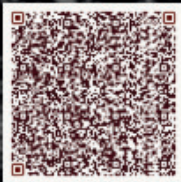
À la Cocarde, on croise aussi bien des militants identitaires que des néofascistes ou des royalistes. Certains posent en effectuant des saluts nazis tout en étant têtes de liste pour les élections étudiantes, d'autres finissent condamnés à de la prison ferme après des agressions racistes. Beaucoup sont membres de groupuscules radicaux, certains ayant même été dissous comme Génération identitaire. La Cocarde entretient aussi de forts liens avec les fémonationalistes de Némésis. Tous les anciens présidents de la Cocarde sont au RN. La Cocarde tente aussi de conquérir les lycées, avec plus ou moins de succès.

JEUDI 10 OCTOBRE
RASSEMBLEMENT

**CONTRE LES VIOLENCES DE
L'EXTRÊME DROITE À ASSAS**

**SUITE À L'AGRESSION D'UN-E DE
SES ÉTUDIANT-E-S, L'UNIVERSITÉ
DOIT SORTIR DE SON SILENCE ET
CONDAMNER LA COCARDE**

SIGNE LA PÉTITION ICI!!



**RENDEZ-VOUS À 18H
PLACE DU PANTHÉON
PARIS**



27 Septembre 2024

L'UNI (Union Nationale Inter-universitaire) :

Organisation gaulliste créée en 1969. A la différence des autres organisations, l'UNI ne rassemble pas que des étudiant.es mais toute personne « qui souhaite lutter contre les idées communistes et “gauchistes” au sein de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ».

L'UNI défend le retour aux traditions, la famille et se bat contre le progressisme, en utilisant la rhétorique d'extrême droite et en axant son combat contre « l'islamo-gauchisme ». L'UNI évoque à maintes reprises la « racaille » dans sa communication.

L'UNI entretient des liens directs avec des partis ou des groupuscules de la droite extrême, notamment le GUD et le Front national de la jeunesse.

Des militants de l'UNI ont été vus en train de faire des saluts nazis, d'utiliser des jeux de cartes antisémites et ont provoqué de nombreux incidents dans les universités, comme à Strasbourg. Toutes ces organisations sont marquées par la violence. Ce sont également des structures de formation de futures figures de l'extrême droite.

L'UNI et la Cocarde étudiante portent plus ou moins les mêmes idées avec un niveau de radicalité de pratique différente. Toutes deux soutiennent pleinement la sélection à l'université et donc Parcoursup, sont contre l'accueil des étudiant.es étranger.es et pour l'augmentation de leurs frais d'inscription, défendant ainsi le plus possible la méritocratie et l'élitisme universitaire.

Sur les réseaux sociaux, ces deux organisations sont des soutiens d'Eric Zemmour.

Si elles remportent peu d'élections, leur présence dans les universités s'est accrue ces dernières années.

SUD Éducation 14 et Solidaires Étudiant-e-s Caen – Salut nazi à l'Université de Caen Normandie : L'extrême droite, hors de nos campus !

Mardi 11 février, alors qu'une mobilisation étudiante est en cours contre la casse du service public de l'enseignement supérieur à Caen (mais aussi dans d'autres universités), un étudiant proche du syndicat d'extrême droite UNI a fièrement effectué un salut nazi face aux manifestant-es dans le bâtiment D du campus 1.

Nous apprenons (à nouveau) par voie de presse que la direction de l'Université a engagé une procédure disciplinaire contre cet étudiant.

Cette provocation intervient dans un contexte national où l'extrême droite prend ses aises dans le monde universitaire, avec l'appui du gouvernement : on se souvient en effet de la participation de l'éphémère ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Patrick Hetzel, à un évènement de l'UNI le 12 octobre 2024.

En début de semaine, la section strasbourgeoise de l'UNI a fait parler d'elle avec la réalisation d'un jeu de cartes antisémitisme, islamophobe, sexiste et homophobe mettant en scène des étudiant-es de l'université de Strasbourg, tandis qu'un de leurs militants se filmait en train de réaliser un salut nazi.

Plus aucun doute n'est permis sur l'idéologie de cette organisation.

À l'Université de Caen Normandie, ces dernières années, nous avons alerté à plusieurs reprises la direction sur les agissements de l'extrême droite. Outre les arrachages répétés d'affiches antiracistes et les tags royalistes ou néo-nazis sur les murs des bâtiments du campus 1 (et plus spécifiquement sur les portes des locaux syndicaux), deux agressions de la part de militant-es de l'UNI ont eu lieu lors des élections aux conseils centraux en octobre dernier, agressions qui ont fini par entraîner l'ouverture d'une enquête administrative diligentée par la Présidence.

Nous appelons les collègues à prendre toute la mesure du danger de cette offensive réactionnaire. Plus largement, tous les moyens à disposition de la Présidence pour combattre activement l'extrême droite, le racisme, la LGBTphobie et le fascisme doivent être déployés sans délai. Nous exigeons un positionnement très clair de l'établissement, adressé à la communauté universitaire, face au risque que fait peser l'UNI sur la sécurité des étudiant-es et des collègues, à plus forte raison des personnes les plus vulnérables.

Les digues antifascistes face à une menace chaque jour plus concrète doivent être reconstruites et renforcées !

SUD Éducation – Solidaires – Calvados

Communication de Solidaires Étudiant-e-s Caen

Salut nazi à l'Université de Caen Normandie : L'extrême droite, hors de nos campus !

Que faire concrètement ?

Riposter, se syndiquer

A Carcassonne les jeunes se mobilisent contre le maire RN : des lycéen·nes ont été à l'initiative d'un collectif de 700 personnes (organisations de jeunesse, syndicats, associations), « Nous Carcassonne » a organisé une manifestation en avril 2026. Le maire, Christophe Barthès avait menacé les associations et syndicats de retirer leurs subventions s'ils et elles participaient à cette manifestation. Depuis, le maire a décidé d'expulser plusieurs syndicats des locaux qu'ils occupaient à la Bourse du Travail et a mis en scène médiatiquement leur expulsion. « Nous Carcassonne » reste mobilisée, avec une seconde manifestation contre l'extrême droite organisée le 06 juin 2026.

Syndicalistes donc antifascistes

Les «valeurs» et l'idéologie portées par l'Extrême Droite sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès social de nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour combattre le venin raciste, sexiste, homophobe, anti-syndical de l'extrême droite et dénoncer les pseudos solutions qui consistent à dresser les un·es contre les autres les précaires, les immigré·es, les Français·es, les chômeurs et chômeuses, les étudiant·es et celles et ceux qui ont un emploi.

La lutte contre l'influence de l'extrême droite ne peut reposer sur les épaules d'une seule personne. Seul·e, on peut se sentir isolé·e, impuissant·e ou même menacé·e. Organiser une action collective permet de partager la charge, de renforcer la vigilance et d'agir de manière plus efficace et sécurisée.

Le syndicat organise des espaces réguliers d'échange et de soutien pour analyser ensemble les situations vécues et réfléchir à des stratégies collectives adaptées.

Réponses et ripostes syndicales face à l'extrême droite

1/ Unité syndicale et pratiques unitaires : l'union fait la force

2/ S'armer soi-même : Lire les brochures, dossiers et communiqués syndicaux, se former (par son syndicat et par Visa). Le but est de savoir précisément ce que les extrêmes droites disent, leurs angles d'attaques, pour préparer nos réponses. Mieux les connaître pour mieux les combattre.

3/ Manifester quand l'extrême droite s'attaque à nos valeurs et contre manifester lorsqu'elle prend des initiatives : la rue est à nous, pas à eux.

Les chasser de nos cortèges ; perturber leurs réunions, congrès, meetings...

4/ Savoir se protéger et protéger nos cortèges

Ne pas faire circuler de noms, de mails.... Organiser des services d'ordre.

5/ Réaffirmer nos valeurs

- Solidarité
- Pacifisme
- Lutte contre le racisme et l'antisémitisme
- Lutte contre les discriminations

6/ Lutter contre le confusionnisme, contre le complotisme.

Démonter les rumeurs, les idées fausses.

Les organisations syndicales de jeunesses

Union Pirate

« Défendre tes droits et en gagner d'autres »

« Le syndicat lutte au quotidien dans les instances et dans la rue pour :

- améliorer les conditions d'études
- organiser la solidarité étudiante
- souder la communauté étudiante autour de valeurs communes
- s'organiser contre les discriminations
- Se rassembler permet d'alerter et de lutter contre tout obstacle et toute discrimination quelle qu'elle soit. »

Fédération Syndicale Étudiante (FSE)

« Le syndicat, c'est avant tout un moyen de nous unir avec d'autres étudiant-es dans les mêmes situations que nous, qui connaissent les mêmes problèmes, et de trouver ensemble des solutions selon nos expériences communes.

Ensemble, nous pouvons étudier les politiques mises en places, comprendre la stratégie de la classe dirigeante, nous y opposer en créant le rapport de force nécessaire pour faire gagner nos revendications. »

Notre action est essentielle pour prévenir, alerter, s'organiser et agir contre toute tentative de normalisation des idées d'extrême droite.

Solidaires Étudiant-es

« Nous défendons les droits des étudiants et des étudiantes au quotidien, au niveau des conditions d'études, de logement, des inscriptions, des bourses, des examens...

A Solidaires étudiant-e-s, syndicat de luttes, nous militons pour une université gratuite, ouverte à tout-e-s, de qualité, émancipatrice et autogérée.

Nous luttons contre la précarité dans l'enseignement supérieur, mais aussi contre la destruction des droits des travailleurs et des travailleuses.

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes combat toute forme d'oppression et participe aux luttes antipatriarcales, antifascistes, anticapitalistes, antiracistes... »

Union Étudiante

« En tant que syndicalistes, nous défendons un autre projet d'université et de société. Notre but est d'obtenir des victoires concrètes pour les étudiant-es !

Les victoires se construisent par l'organisation collective et les mobilisations à la base sur nos campus. C'est par la force du collectif que nous transformerons radicalement nos conditions de vie pour que l'université soit un droit et non un privilège. Pour une fac inclusive, solidaire, féministe, antiraciste et écolo, contre l'extrême droite, la précarité et la sélection ! »



Qui sommes-nous ?

VISA est une association intersyndicale composée de plus de 300 structures syndicales principalement de la CGT, de Solidaires, de la FSU, avec des fédérations, des syndicats locaux et des unions départementales. **Au niveau national** sont adhérents Solidaires, la FSU mais également le Syndicat de la Magistrature (SM) et le Syndicat des Avocats de France (SAF). Et nous avons également des syndicats de la CFDT, de la CNT, de la CNT-SO, de FO, de l'UNSA et de l'Union Pirate.

Depuis 2013, **des VISA locaux, permettant un travail intersyndical antifasciste de terrain et de proximité, se sont constitués et se sont multipliés ces deux dernières années :** Visa 01, 02, 07-26, 09, 13, 14, 22, 29, 30, 35, 38, 44, 48, 49, 66, 69, 72, 73, 74, 76, 81, 85, 86, 91, 93, 94 tandis que d'autres sont en cours de constitution.

Interventions et formations VISA

Depuis plus de 10 ans, nous intervenons régulièrement pour présenter VISA lors de congrès syndicaux et dans des réunions syndicales.

Nous avons effectué plus de 250 formations, principalement unitaires, sur plus de 60 départements en France. Ce sont ainsi des milliers de syndicalistes qui ont participé à nos formations antifascistes pour s'outiller et agir syndicalement contre les idées d'extrême droite.

Les élections européennes et législatives de 2024 ont confirmé non seulement que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française, mais aussi que son principal représentant, le RN, progresse ainsi que d'autres courants.

Cette situation ne peut nous laisser indifférent·es tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès social des organisations syndicales. Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour combattre le venin raciste, sexiste, homophobe, antisyndical de l'extrême droite et dénoncer les pseudos solutions du RN qui consistent à dresser les un·es contre les autres les précaires, les immigré·es, les Français·es, les chômeur·euses et celles et ceux qui ont un emploi.

Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut. Ce combat syndical antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet et, autant que possible, dans l'unité la plus large.

VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue: en relayant sur son site les prises de positions, actions des syndicats contre l'extrême droite; en informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite; en analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite; en dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, LGBTQIaphobes; en alertant sur la présence de militant·es d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux.

Facebook: Association Visa
Instagram: association.visa
Contact: assovisabis@gmail.com
Site internet: visa-isa.org

